

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 mai 2014

AUTORITÉ PARENTALE ET INTÉRÊT DE L'ENFANT - (N° 1925)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 295

présenté par
M. Meunier

ARTICLE 5

Supprimer les alinéas 3 et 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Vouloir régler les différends familiaux en instaurant des amendes civiles ne peut être considéré comme adapté au règlement des litiges en l'espèce.